



Rome à cinq étoiles, un problème urbain

Marco Cremaschi

► To cite this version:

| Marco Cremaschi. Rome à cinq étoiles, un problème urbain. 2016. hal-02368710

HAL Id: hal-02368710

<https://sciencespo.hal.science/hal-02368710>

Submitted on 18 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THE CONVERSATION

Rome à cinq étoiles, un problème urbain

22 juin 2016, 06:36 CEST

Marco Cremaschi

Professeur d'urbanisme (Centre d'études européennes et École urbaine), Sciences Po – USPC

Les partenaires de The Conversation

The Conversation France est financé par l'Institut Universitaire de France, la Conférence des Présidents d'Université, Paris Sciences & Lettres Research University, Sorbonne Paris Cité, Sorbonne Universités, l'Université de Lorraine, l'Université Paris Saclay et d'autres institutions membres qui fournissent également un soutien financier. [Plus](#)



Virginia Raggi, 37 ans, prend les rennes à Rome, Tiziana Fabi / AFP

Lors du second tour des élections municipales, dimanche 19 juin, Virginia Raggi, du mouvement anti-partis 5 étoiles (5S), a surclassé le démocrate Roberto Giachetti, soutenu par le chef du gouvernement Matteo Renzi. La surprise pour cette juriste de 37 ans fut si grande qu'elle ne parvint même pas à la dissimuler. La gagnante va devoir maintenant relever l'incertain pari de ressusciter une administration prostrée depuis le spectaculaire échec des trois maires précédents, le népotisme et la corruption ayant érodé l'audience de la gauche comme celle de la droite avant d'aboutir à une paralysie mortelle.

La presse a souvent souligné la nature anti-Renzi du vote en faveur du mouvement 5 étoiles, ainsi que ses alliances douteuses avec toutes sortes de formations anti-partis, y compris de droite extrême. Mais la force des 5S à Rome et Turin, et a contrario leur faiblesse à Bologne et Milan, montrent bien que les préoccupations locales sont tout aussi importantes aux yeux des électeurs que les dynamiques nationales. Ce dualisme remet en lumière le modèle urbain que la gauche a cessé de comprendre depuis vingt ans.

Au plan national, les maires contraints d'aller au second tour ont été un tiers de plus qu'aux élections précédentes. Mais, deux fois sur trois, la confrontation a opposé la gauche et la droite. Les 5S ne sont restés en lice que dans trois chefs-lieux départementaux et 17 villes de taille moyenne, qu'ils ont toutes gagnées.

Pourquoi donc les 5S gagnent-ils à Rome ainsi qu'à Turin (le maire de Naples Luigi de Magistris ayant beaucoup de traits en commun avec ses deux homologues) alors qu'ils n'apparaissent guère convaincants à Milan comme à Bologne ? La réponse exige un petit détour et trois rappels de la spécificité de Rome.

Mafia capitale

La réforme électorale de 1993 a donné plus de pouvoirs aux maires, et a ouvert la période des gouvernements locaux stables. Mais au cours des dernières années, l'instabilité politique a augmenté à Rome. Après le mandat de deux leaders nationaux comme Francesco Rutelli et Walter Veltroni, le conflit entre le centre et la gauche a d'abord fait gagner l'extrême droite de Gianni Alemanno en 2008, avant de détruire plus tard l'expérience incertaine du « martien » Ignazio Marino. Ce dernier avait anticipé certains des éléments qui ont mené à la victoire des 5S.

Durant cette même période, la baisse du budget national a provoqué celle des investissements. Les villes ont dû vendre ou rationaliser la gestion des entreprises municipales. Sauf à Rome, où elles continuent d'enregistrer des déficits énormes.

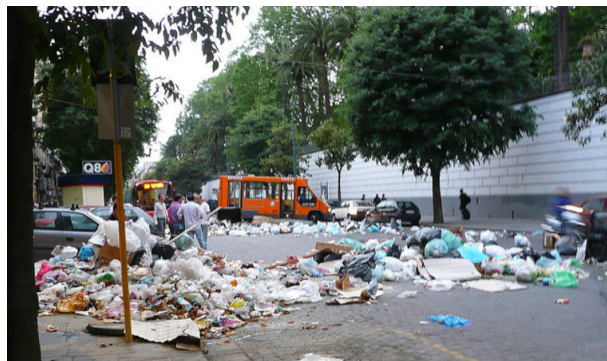
En 2014, l'enquête **Mafia capitale** met en lumière une corruption croissante – à droite comme à gauche – grâce à l'existence de « passeurs » d'affaires transversaux aux partis. Mais l'enquête a surtout détruit la confiance envers le Parti démocrate, au sein duquel la gangrène s'est révélée beaucoup plus sérieuse que prévu.

Enfin, la crise économique détermine le vote dans la plupart des villes, où plus de 60 % des habitants dénoncent des problèmes dépassant les enjeux locaux, en premier lieu le chômage et la criminalité. À l'inverse, les citoyens de Rome se plaignent surtout du mauvais entretien des routes et, à égalité, de la corruption et des transports en commun.

Une manque de volontarisme politique

Qu'est-ce qui soude ces différents éléments ? De leur propre aveu, les 5S estiment que, depuis un certain temps, « un complot vise à les faire gagner ». Mais la *cupio dissolvi* du système des partis n'explique pas tout.

De plus en plus, le vote semble déterminé par le jugement sur la capacité (ou non) du gouvernement local à gérer la crise plutôt qu'en fonction des anciennes affiliations politiques. Trafic, mal-logement, corruption, bidonvilles, économie : le changement est difficile dans tous ces secteurs, mais il n'est pas impossible.



Crise des poubelles à Naples au printemps 2008.

animalvegetable/Flickr, CC BY-NC-SA

Les villes européennes qui ont su relever le défi ont adopté une stratégie unitaire soutenue par une forte injection de volontarisme politique, d'expertise technique et d'investissements publics. Or ces trois éléments font défaut à Rome, comme à Naples : la population et l'emploi y déclinent, l'économie fait du surplace, les partis politiques se ressemblent et la corruption y est galopante. Lorsque, à l'inverse, là l'économie connaît une phase de croissance et que l'équipe municipale démontre une meilleure efficacité (à Bologne et à Milan), la partie se joue encore entre gauche et droite.

Procès en incompétence

Rome, épice du séisme, envoie un signal fort : le vote de dimanche dernier illustre la crise du modèle urbain tout autant que celle de son gouvernement. Si l'on veut comprendre le succès des 5S et de Virginia Raggi, il faut réfléchir à ce que la ville est devenue au cours de ces vingt dernières années (en grande partie gérées par la gauche), et questionner en particulier sa capacité à gouverner ainsi que sa stratégie économique et politique.

Le premier élément – la capacité à gouverner – est primordial. Certains échecs brûlent, surtout au cours des 15 dernières années : le trou dépassant le million d'euros dans le budget ; la course vaine à l'organisation des Jeux de 2016 et 2020, et maintenant de 2024 ; le bilan désastreux des Championnats du monde de natation 2009 ; un schéma stratégique en échec et un plan d'urbanisme éléphantinesque, quasiment ingérable ; l'urgence maintes fois différée des camps-nomades... S'il était peu charitable de continuer cette liste, on peut quand même craindre que le procès en incompétence fait aux 5S ne se retourne contre les accusateurs.

L'enjeu économique le confirme : Rome a toujours reposé sur un immobilier grossièrement complaisant vis-à-vis de la rente foncière. Cela a mené à une ville où le marché du travail et l'organisation des quartiers sont tout aussi inefficaces l'un que l'autre. Des choix qui viennent de loin, du pacte entre les fascistes et le Vatican avant et après la Seconde Guerre mondiale. Mais le centre gauche n'a pas su – ou n'a pas pu – renverser cette alliance, qu'il a finalement subie

Une alternative crédible ?

Ensuite, le conflit interne aux rassemblements traditionnels ne se dissimule plus et les coalitions éclatent. Le centre gauche a perdu la moitié de son poids électoral par rapport à 1993, bien qu'il ait incorporé plusieurs élus de droite (ou peut-être à cause de cela...). La gauche radicale est en train de disparaître, quand bien même elle a permis la victoire ou la défaite du centre gauche lors des deux dernières élections.

Quel était, dans l'immédiat après-guerre, l'axe qui orientait la gauche à Rome sinon la volonté d'améliorer la situation des quartiers de banlieue ? Après le Jubilé de l'an 2000, l'ère Veltroni (2001-2008) marque l'épuisement des fonds pour les quartiers, et la fin du pacte entre la gauche et les bâtisseurs. Un mariage souvent célébré qui a, en effet, assuré jusqu'en 2008 une croissance du PIB supérieur à la moyenne nationale et à Milan. Mais avec la crise, l'industrie du bâtiment s'est littéralement effondrée.

Y a-t-il des alternatives ? Le centre ou la gauche n'ont pas de programme, même s'ils regrettent le manque de spécialisation économique et de capacité d'innovation. Et les investisseurs étrangers s'en vont, rebutés par le trafic, la saleté des rues, le manque d'entretien...



Beppe Grillo, le fondateur du mouvement des 5 étoiles, en meeting (juin 2016). Giuseppe Cacace/AFP

Tout le monde s'inquiète de la capacité de Virginia Raggi et des 5S à proposer une alternative crédible. Certes, ces derniers captent le vote de protestation. Certes, ils prospèrent sur les échecs de la gauche, en particulier à Parme et Livourne qu'ils ont ravis et administrent déjà depuis quelques années. Mais il faut ajouter que les 5S pointent du doigt les faux pas majeurs de la gauche, ses échecs aux Jeux olympiques et dans la gestion des entreprises municipales.

Le succès politique des 5S n'a pas attendu l'élection de Virginia Raggi. Ils se sont enracinés dans les banlieues, prenant en charge l'agenda local abandonné par la gauche. En outre, ils font appel simultanément à la société civile en banlieue et au populisme cyber-fascisant sur Internet. S'il s'agit plus que d'une simple protestation, cela ne pourra jamais constituer un véritable programme politique. Néanmoins, le mouvement des 5S séduit toujours plus d'électeurs déçus en Italie.



Union européenne
gauche
Italie



Tweet3



Partager2



Recevoir la newsletter